

NON À L'AGGRESSION IMPÉRIALISTE POUR FAIRE MAIN BASSE SUR LES RICHESSES DU VENEZUELA !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeaient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, subies avant tout par la population. Biden avait poursuivie cette politique, et Trump la prolonge aujourd'hui avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à intimider tous

les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, leur allié, et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Des mots pour les soignants, des sous pour l'armement

Alors que l'épidémie de grippe se poursuit et que les hôpitaux sont débordés dans tout le pays, Macron a tenu à saluer le travail exemplaire des soignantes et soignants dans ses vœux de fin d'année. Mais sans débourser un euro supplémentaire pour les structures hospitalières en crise dans lesquelles le personnel s'échine jusqu'à l'épuisement. Il faut dire que si les soignantes et les soignants se tuaient au travail à fabriquer des missiles plutôt qu'à sauver des vies humaines, ils auraient plus facilement l'oreille du pouvoir. À chacun ses priorités.

Toubib or not toubib

Les médecins sont appelés à la grève du 5 au 15 janvier pour protester contre la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS). Cette loi est effectivement à dénoncer, notamment parce qu'elle attaque les arrêts maladie. Seulement, parmi les mots d'ordre, beaucoup se concentrent sur les seuls intérêts des médecins. L'urgence serait plutôt de construire une mobilisation de tous les travailleurs de la santé, pour mettre fin à la dégradation des conditions de travail à l'hôpital et à la casse du système de santé.

Chasse aux couvre-chefs à l'hôpital : une attaque contre nous toutes

Mediapart a dévoilé le 08/12 l'histoire d'une collègue de la Pitié-Salpêtrière, révoquée en octobre, pour avoir porté... un calot chirurgical. Absurde ? Oui.

Insupportable surtout, car ce sont des dizaines de collègues de la Pitié et d'autres hôpitaux qui se font pousser vers la sortie parce qu'elles portent un «couvre-chef» (bonnet, calot, bandeau, charlotte). Elles sont ciblées par les directions au prétexte de la laïcité, ce qui est bien sûr bidon, une charlotte n'a jamais influencé personne ! Sans compter que leur laïcité est à sens unique car l'État verse chaque année 14 milliards d'euros à l'enseignement catholique !

Cette chasse aux couvre-chefs est une attaque contre nous toutes. Les directions n'ont pas à sanctionner de façon complètement arbitraire. Et certainement pas à faire fuir des collègues à l'heure où on manque déjà cruellement de bras. Le problème est de soigner les patients et de le faire tous ensemble : un hôpital devrait être géré en fonction de cet objectif !

Un cadeau de Noël empoisonné ?

Un décret ministériel daté du jour du réveillon élargit le spectre des tâches dévolues aux infirmières. Le personnel infirmier pourra ainsi effectuer certaines prescriptions qui étaient auparavant réservées aux médecins. L'expérience clinique des infirmières, qui suivent des milliers de patients, est reconnue et on peut s'en réjouir. Mais est-ce pour autant un cadeau ? Cette mesure sera-t-elle accompagnée par une revalorisation des salaires et une reconnaissance de la pénibilité ? On peut en douter car c'est avant tout la pénurie criante de médecins et l'extension des déserts médicaux qui poussent les pouvoirs publics à s'appuyer davantage sur le corps infirmier. Sans tenir compte du fait que ce dernier est souvent lui-même débordé par sa charge de travail.

Service militaire, nouvelle mouture

Dans une interview accordée au quotidien *L'Union*, la ministre des Armées, Catherine Vautrin, a confirmé que le nouveau service national militaire volontaire, d'une durée de dix mois et annoncé en novembre par Macron, sera lancé officiellement le 12 janvier. Dans un premier temps, tous les jeunes seront obligés de participer à une « Journée de mobilisation ». À son issue, les participants de 18 et 19 ans se verront remettre un questionnaire et selon les réponses il et elles seront recontactées.

Liberté pour les militants de Palestine Action

Au Royaume-Uni, le groupe Palestine Action mène depuis 2020 des actions contre les usines d'armement qui fournissent l'État d'Israël. Alors que les premiers militants jugés ont été acquittés par les tribunaux britanniques, le gouvernement « de gauche » de Keir Starmer a trouvé la parade : leur appliquer la loi anti-terroriste. Ils sont 24 militants à attendre depuis un an et demi leur procès en prison. Leur crime ? Avoir détruit des drones dont Israël se servait à Gaza pour piéger les secouristes palestiniens et les assassiner. Liberté pour les « 24 de Filton » !

La direction a rarement froid aux yeux

En cette période de grand froid, certaines et certains d'entre nous pourraient être en incapacité de se déplacer et de venir travailler. Il n'est pas impossible que notre direction cherche à sauver un peu son budget sur notre dos, et force le dépôt de jours de congés, ou de repos. Mais rassurons-nous, il ne viendrait jamais à l'esprit de la direction de violer la loi !

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : npacaen@npa-revolutionnaires.org

 npa_revo_caen